

Week-end studieux sur le tax shift ?

■ Le fédéral a tenté vendredi soir de ficeler les détails de sa grande réforme fiscale.

Tandis que les simples citoyens s'en retournaient chez eux, vendredi soir, après une journée de travail bien remplie, les ministres du gouvernement fédéral entamaient à peine un nouveau round de négociations hypertechniques sur la confection du budget 2016 et la concrétisation, encore plus compliquée à mettre en œuvre, de la réforme fiscale (le tax shift) décidée l'été dernier par la "suédoise". A l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, il n'y a toujours pas d'accord au sein du kern (le comité ministériel restreint) sur ces deux dossiers examinés en parallèle.

Moins de 500 millions à trouver

Au sein de l'exécutif de Charles Michel, on pestait encore vendredi sur la mauvaise nouvelle venue du SPF Finances: le budget 2016 contenait un "trou" de près de 900 millions d'euros notamment dû à une tendance à la baisse des recettes de la TVA. Après calculs et revérifications, le cabinet du ministre des Finances nous a cependant confirmé que l'effort budgétaire supplémentaire à fournir ne serait

"que" de 500 millions, voire moins encore.

En attendant, cette nouvelle tuile financière qui s'abat sur l'équipe de Charles Michel a retardé la conclusion définitive du tax shift fédéral. Selon une source bien informée, le gouvernement aurait pu donner le détail concret des mesures du tax shift mercredi dernier déjà. Mais ces incertitudes pour 2016 ont paralysé les discussions.

Vendredi soir, les négociateurs de la "suédoise" n'espéraient plus un accord dans la nuit sur le tax shift mais parlaient plutôt d'un week-end à nouveau bien chargé en réunions techniques... La "deadline", en réalité, est fixée à mardi prochain, jour où le Premier ministre Charles Michel doit présenter la déclaration de politique générale à la Chambre des représentants. Il est évident qu'il tient absolument à pouvoir évoquer un tax shift bouclé de A à Z aux députés de la majorité et de l'opposition.

Parmi les points les plus complexes à trancher, on retrouve la manière d'assurer le gain de 100 euros net par mois aux travailleurs promis par le gouvernement. Plusieurs scénarios associant de manières différentes la suppression d'une tranche d'imposition, l'augmentation des frais forfaitaires et bonus emploi faisaient l'objet d'après discussions vendredi soir.

F. C.